



Le 6 août 2009

Lettre ouverte au Premier Ministre Stephen Harper
Objet : Sommet des chefs d'État nord-américains

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom des organismes de la société civile canadienne et québécoise, nous vous demandons de changer le cap des relations nord-américaines lors de votre rencontre avec les présidents Barack Obama et Felipe Calderon les 9 et 10 août à Guadalajara, au Mexique. Bien que cette rencontre ne prétende pas s'inscrire pas dans la foulée du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) lancé par le président George W. Bush, le président Vicente Fox et le premier ministre Paul Martin en 2005, rien ne démontre à ce jour que la nature secrète de ce dialogue ait beaucoup changé.

Pendant sa campagne, en février 2008, le candidat démocrate Barack Obama a écrit dans le *Dallas Morning News* que s'il était président, le niveau de transparence des sommets des leaders nord-américains refléterait les liens serrés qui unissent nos trois pays. Il a promis de « rechercher la participation active et ouverte des citoyens, des syndicats, du secteur privé et des organisations non gouvernementales pour établir l'ordre du jour et réaliser des progrès. »

Monsieur Harper, êtes-vous prêt à dialoguer directement avec les organismes de la société civile afin de revoir le format du sommet tel que le suggère le président Obama ?

Pendant sa campagne, le président Obama a aussi promis de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) afin de renforcer les clauses traitant du travail et de l'environnement et d'éliminer le mécanisme de règlement des différends du chapitre 11 permettant aux entreprises d'intenter des poursuites contre les gouvernements pour la perte éventuelle de profits. Vous avez résisté jusqu'à maintenant aux appels à la renégociation de l'ALÉNA, même si un sous-comité du Comité de commerce international de la Chambre des communes a recommandé la révision en profondeur du chapitre 11 de l'ALÉNA sur les investissements et du chapitre 19 sur le règlement des différends commerciaux.

Ce faisant, par le biais du processus à huis clos du PSP, l'intégration continentale se poursuit sans participation du public ou du Parlement. De nombreuses études, dont les plus récentes données du recensement canadien, montrent une stagnation et même une décroissance des revenus de la classe moyenne et des ménages à faible revenu, tandis qu'entre 1980 et 2006, les plus nantis jouissent d'une augmentation de revenus. Ces données prouvent que l'ALÉNA a été préjudiciable à la majorité.

De plus, bien des choses ont changé depuis que vous avez rencontré les présidents Bush et Calderon à la Nouvelle-Orléans en avril 2008. La chute des marchés financier et immobilier américains a déclenché une récession mondiale, entraînant la perte de plus de sept millions d'emplois depuis le début de l'année dernière au Canada, au Mexique et aux États-Unis. De plus en plus de voix ont réclamé des baisses importantes des émissions de gaz à effet de serre en amont des pourparlers internationaux sur le climat à Copenhague cette année. De plus, l'épidémie de grippe porcine a révélé de sérieuses lacunes dans les pratiques réglementaires nord-américaines.

Monsieur le Premier Ministre, étant donné ce nouveau contexte économique, ainsi que la montée de la violence reliée au narcotrafic au Mexique, votre décision selon laquelle tous les Mexicains désirant visiter le Canada doivent dorénavant obtenir un visa devrait être annulée immédiatement. Nous vous invitons plutôt à reconnaître que l'ALÉNA n'a pas mené à la création d'emplois de qualité au Mexique, ce qui pousse un demi-million de Mexicains à s'exiler aux États-unis ou au Canada à la recherche d'une vie meilleure. La levée des restrictions à l'importation des produits agricoles et le dumping de produits américains ont obligé plus de 2 millions de fermiers mexicains à quitter leurs terres. Le nouveau visa canadien pose un obstacle injustifié aux véritables réfugiés qui fuient la récente explosion de violence et d'abus des droits de la personne qu'a entraîné la militarisation de la lutte aux narcotrafiquants.

Le discours du PSP n'a pas réussi à pallier les lacunes systémiques du modèle néolibéral de l'ALÉNA qui favorise le capital à l'encontre des travailleurs et de l'environnement. Selon la logique du PSP, les contrôles financiers plus rigoureux et les normes de sécurité alimentaires sont considérés comme des entraves au commerce et sont interdits, tout comme le sont les conditions qui obligent les entreprises à recruter localement et à réinvestir une partie de leurs profits au sein de la communauté locale. L'harmonisation des règlements abaisse les normes au plus bas dénominateur commun, comme dans le cas d'une plus grande tolérance aux résidus de pesticides et le virage vers l'autoréglementation de l'industrie.

La levée des contrôles à l'exportation de l'énergie canadienne et la clause de proportionnalité de l'ALÉNA pourraient obliger le Canada à continuer d'exporter des ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz naturel aux États-Unis, même lors d'une pénurie nationale. Ces dispositions ont consolidé la dépendance continentale par rapport aux sables bitumineux, dont l'impact environnemental est désastreux, et a entravé le développement de sources d'énergies renouvelables.

Le volet sécurité du PSP s'est avéré tout aussi désastreux. Sous la pression américaine pour renforcer leurs frontières à l'aide de nouvelles mesures de sécurité, le Canada et le Mexique ont subordonné l'indépendance de leur sécurité et, d'une certaine manière, leur politique étrangère afin de s'inscrire pleinement dans la lutte au terrorisme et au narcotrafic. Le Mexique ne peut continuer à voir ses habitants mourir dans une guerre contre ceux qui fournissent des drogues au plus grand consommateur, les États-Unis. Et la responsabilité des États-Unis ne peut se limiter à l'aide financière et technique à la guerre au narcotrafic (par le biais de l'Initiative Merida), ayant pour effet d'ignorer les abus aux droits de la personne perpétrés par l'armée mexicaine. La politique du PSP en matière de sécurité mène tout droit à des solutions militarisées de prévention du crime et de la lutte à la criminalité, qui sont utilisées de façon croissante pour endiguer la protestation sociale et criminaliser la dissidence.

Nous nous opposons à l'application d'une politique canadienne d'intégration des mécanismes sécuritaires et militaires avec ceux des États-Unis, qui signifie, entre autres, une perte de la souveraineté canadienne. Cette politique a conduit à la signature d'ententes bilatérales qui permettent à l'armée états-unienne de traverser la frontière en cas « d'urgences civiles », dont la nature est trop vaguement définie, et aux responsables de la sécurité états-unienne de procéder à des arrestations sur les eaux canadiennes ainsi qu'en sol canadien. Effectuée sans tenir compte des préoccupations des commissaires à la vie privée et des organismes de liberté civile, l'harmonisation des procédures d'évaluation des risques terroristes, le partage de listes d'interdiction de vol et la mise au point de moyens d'identification biométriques conjoints (NEXUS, permis de conduire « plus ») minent le contrôle du Canada sur l'utilisation abusive des informations personnelles dans le dédale des banques de données en réseau des États-Unis.

Le milieu des affaires nord-américain a appuyé l'adoption de ces mesures de sécurité en échange de sa participation au PSP. Au sommet de Cancun en 2006, de concert avec les présidents Fox et Bush, vous avez créé le Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) donnant ainsi le mandat aux représentants des 30 entreprises de la région qui le composent d'établir les priorités et de mener à bien le processus du PSP en poussant la modification des cadres réglementaires. L'exclusion de tout autre secteur social dans l'établissement de l'ordre du jour nord-américain est aggravée par le fait qu'aucune de ces priorités n'a été soumise au processus législatif du parlement ou du congrès. Le Conseil nord-américain de la compétitivité devrait tout simplement être aboli.

Les plus récents sondages au Mexique et au Canada révèlent que la majorité des populations appuie la renégociation de l'ALÉNA. Au Mexique, des millions de personnes se sont réunies lors de manifestations populaires contre l'ALÉNA, tel que le mouvement « El campo no aguanta más » (« Le secteur agricole n'en peut plus »), débouchant sur la signature d'une entente avec le président Vicente Fox pour renégocier l'ALÉNA. Une majorité de Canadiens (61 pour cent en septembre 2008, selon un sondage de la firme Environics fait à la demande du Conseil des Canadiens) dont une forte majorité au Québec, appuie la renégociation de l'ALÉNA. Aux États-Unis, plus d'une centaine de membres du Congrès appuie le Trade Reform, Accountability, Development and Employment Act (TRADE Act) qui retarderait l'approbation de

nouvelles ententes de libre-échange jusqu'à ce que le gouvernement américain ait revu, avec la participation du public, les ententes existantes et les ait renégociées.

Les organisations de la société civile s'accordent pour approfondir les ententes sur le travail et l'environnement et les rendre plus efficaces. Mais cela est loin d'être suffisant. De fait, la meilleure des clauses sur le travail n'équivaudrait qu'à des vœux pieux couchés sur papier si l'on maintient l'actuel modèle économique, qui a été désastreux pour le marché du travail et la qualité des emplois. De même, les protections environnementales enchâssées dans l'ALÉNA demeureront lettre morte tant et aussi longtemps que la nature sera considérée comme un puits de ressources naturelles à exploiter et de profits privés à réaliser. Les protections accordées au travail et à l'environnement doivent primer sur le commerce international. Nous proposons donc une renégociation en profondeur de l'ALÉNA et l'abolition du Partenariat nord-américain sur la prospérité et la sécurité, qui prolongent indûment un modèle économique qui ne fonctionne pas.

En conclusion, nous demandons que vous entamiez un nouveau dialogue, qui puise à même des consultations ouvertes et démocratiques, tel que l'a promis le président Obama, et qu'endosse manifestement une majorité de citoyens dans les trois pays d'Amérique du Nord.

Nous vous avisons enfin qu'une copie de cette lettre sera également transmise à messieurs Obama et Calderon.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)
Common Frontiers

c. c. **Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois**
Jack Layton, chef du Nouveau parti démocratique
Michael Ignatieff, chef du Parti libéral du Canada

Le Réseau québécois sur l'Intégration continentale (RQIC) et *Common Frontiers* sont membres de l'Alliance sociale continentale, composée d'un ensemble d'organisations et de mouvements sociaux progressistes des Amériques. Elle a été créée avec le but de partager de l'information, de définir des stratégies et de promouvoir des actions communes afin de chercher un modèle de développement alternatif et démocratique pouvant bénéficier à nos pays.